UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DE TRADUCTION ET D'INTERPRÉTATION

SESSION de JANVIER 2014 / du 13 au 24.01.2014

COURS : Aspects de la langue FR.....NUM. : 0571

TITULAIRES : Gilles DECORVET / Anne MALAPLATE-MILADINOV

PARTIE 1

Voici des bouts de phrases tirés de l'article de Catherine Frammery (voir page 3). Reformulez les mots ou groupes de mots soulignés, en tenant compte du contexte :

a) Une question qui turlupine toujours nos patrons de presse européens...
b) ...qui a dénoncé avec virulence la mainmise américaine sur Internet...
c) ...une loi sur le cyberespace qui traînait dans les tiroirs des députés depuis quatre ans
d) De quoi faire frémir ces géants du Net...
e) L'Allemagne lui a depuis emboîté le pas.
f) ...ces sociétés passibles de la loi brésilienne...
g) Les sociétés américaines de type Google rechignent à augmenter leurs infrastructures...
h) ...il pourrait couper le robinet à Gmail, Youtube ou encore Google Maps aux internautes brésiliens...

PARTIE 2

Voici des questions concernant l'article de Catherine Frammery (voir page 3). Répondez aux questions posées.

a) De quel type de texte s'agit-il ?

b) Citez les 4 objectifs du « Marco Civil da Internet » mis en place par les Brésiliens.

c) Laquelle des 3 phrases suivantes résume-t-elle le mieux le texte ?
   1. Le Brésil souhaite interdire à ses internautes l'accès à tous les sites américains d'information.
   2. Le Brésil souhaite l'avènement d'un nouveau cyberspace, émancipé de la tutelle américaine.
   3. Le Brésil souhaite récupérer le monopole mondial d'Internet.

d) Expliquez, avec vos propres mots, ce que signifie le titre « le Brésil rêve de désaméricaniser Internet »

PARTIE 3

« Peut-on refuser le monopole américain sur Internet et la surveillance de la NSA sans se couper de la conversation mondiale ? »

Répondez à cette question en rédigeant un texte bien structuré et argumenté de 300 mots environ (+/- 10%). Vous illustrerez votre propos par un ou des exemple(s) concret(s).

PARTIE 4

A) Dans les cinq phrases ci-dessous, reformulez les expressions imagées soulignées :

a) A mon avis, l'action du Brésil est un coup d'épée dans l'eau.

b) Plusieurs pays risquent de se retrouver dans le pétrin.

c) On voit bien, avec le scandale de la NASA, qu'on nous a pris pour des pigeons.

d) Dilma Roussef n'a pas froid aux yeux.

e) La plupart des personnes sur écoute n'y ont vu que du bleu !

B) Complétez le texte par les locutions latines adéquates :

La proposition du Brésil de créer un cyberespace indépendant est un vrai ..... virtuel vis-à-vis des Etats-Unis. Le ....., c'est que les Etats-Unis ne lâcheront pas ce monopole facilement, ... dans le contexte actuel.

Une des conditions ..... pour qu'un ..... se dégage est l'éventuel soutien que les autres puissances voudront bien apporter à la démarche du Brésil.

Le Brésil rêve de désaméricaniser Internet

un article de **Catherine Frammery** (journal suisse *Le Temps*, 15.11.2013)

Peut-on refuser le monopole américain sur Internet et la surveillance de la NSA sans se couper de la conversation mondiale ? Créer un cyberespace indépendant des Etats-Unis, neutre et ouvert à tous ?

Le Brésil veut tenter l'exploit...

Les Brésiliens me font rêver. Sur Internet, ils ne pensent pas comme les autres. Déjà leurs éditeurs ont créé l'événement en privant, les premiers, Googlenews d'accès à leurs titres, jugeant que le site américain gagnait de l'argent sans contrepartie pour leurs titres – une question qui turlupine toujours nos patrons de presse européens, et à quel prix... Maintenant, c'est leur présidente Dilma Rousseff qui vole à la défense des internautes espionnés par la NSA, en passant à l'acte. La présidente, qui n'a toujours pas digéré d'avoir été écoutée pendant des années par l'allié américain, qui a dénoncé avec virulence la mainmise américaine sur Internet dans un discours à l'ONU, et annulé spectaculairement un dîner avec Barack Obama, est en train de faire voter en urgence une loi sur le cyberespace qui traînait dans les tiroirs des députés depuis quatre ans. Il s'agit de donner au pays un «Marco civil da Internet», une Constitution du numérique qui répertorie les droits fondamentaux aux citoyens. Des droits pensés pour devenir un modèle mondial, élaborés après un travail collaboratif national géant, salué à l'étranger, dans ce pays qui est le 2e du monde en nombre d'utilisateurs de Facebook ou de Twitter. De quoi faire frémir ces géants du Net, justement.

Car les Brésiliens les font cauchemarder. Le texte clarifie les notions d'espace public et neutre, ouvert à tous, il fait de l'accès à Internet un droit universel, il prône une autorité mondiale de l'Internet qui serait sous le contrôle de l'ONU (l'Allemagne lui a depuis emboîté le pas). Tout cela va fort bien. Mais enfin, et surtout, le projet de loi envisage d'obliger toutes les sociétés en possession de données personnelles concernant des ressortissants nationaux d'en stocker des copies sur des serveurs installés sur le sol brésilien, ce qui du même coup rendrait ces sociétés passibles de la loi brésilienne – c'est d'ailleurs le but de la manœuvre : protéger l'internaute brésilien. En ayant des responsables sous la main, joignables, qui peuvent rendre des comptes, être punis pour des abus manifestes...

Alors devinez ? La mesure, rajoutée depuis les révélations sur les écoutes de la NSA, provoque un beau vacarme. Les sociétés américaines de type Google rechignent à augmenter leurs infrastructures, d'autant qu'un serveur au Brésil coûte 61 millions de dollars contre 43 aux Etats-Unis, à cause du prix de l'électricité et des taxes, selon une étude citée par le *Financial Times*. Cette proposition risquerait donc «de priver les internautes de services Internet de qualité, fournis par des sociétés américaines et internationales», a écrit Google dans une lettre à Dilma Rousseff. Une menace à peine voilée, par laquelle le géant laisse entendre qu'il pourrait couper le robinet à Gmail, YouTube ou encore Google Maps aux internautes brésiliens – qui redoutent donc de se retrouver avec un Internet de deuxième zone si les poids lourds du secteur fuient.

Coïncidence: Glenn Greenwald, l'ex-journaliste du *Guardian* qui a «sorti» l'affaire Snowden, réside à Rio de Janeiro depuis qu'il a quitté son journal. Pour lui, de nombreux pays vont suivre l'exemple du Brésil. Les citoyens, les pays ne sont plus prêts à abandonner Internet aux Américains.

Prism[1] est passé par là. Pour lui donner raison, il n'est que de constater que les chiffres des commandes de Cisko, fournisseur d'équipements Internet, ont été désastreux au 3e trimestre, avec une chute de 25% au Brésil ou de 30% en Russie, chute attribuée par la société au scandale des écoutes.

Aussi, le Brésil entend créer de nouvelles infrastructures, comme son propre satellite de télécommunications, et un nouveau câble sous-marin qui réunirait les BRICS (Inde, Afrique du Sud et Chine). Et distribuer un système public de cryptage.

Je ne sais pas si les Brésiliens vont parvenir à installer ce cyberespace plus indépendant. Je ne sais pas si les experts ont raison de déjà redouter un Internet morcelé, balkanisé. Je ne sais pas si la menace de fuite des géants du Net est plausible, ni s'il est réaliste pour les autorités brésiliennes d'imposer chez elles un monde sans Facebook... Mais, bien avant la Coupe du monde, le monde entier ferait bien de regarder dès maintenant ce qui se passe au Brésil.

---

[1] PRISM est un programme américain de surveillance électronique, qui relève de la *National Security Agency* (NSA). Il prévoit le ciblage de personnes vivant hors des États-Unis.